



## Communiqué de presse AG/1411

### Assemblée générale

9<sup>e</sup> séance plénière – après-midi & soir

#### **A L'ASSEMBLEE GENERALE, LES ETATS MEMBRES SONT INVITES A ASSUMER LEURS RESPONSABILITES DANS LE REGLEMENT DES GRANDS DOSSIERS DE NOTRE TEMPS**

Examinant les moyens et les efforts à déployer pour surmonter les situations de crise diverses, plusieurs intervenants du débat général de cet après-midi ont insisté sur l'importance, pour chaque Etat, de faire face à ses propres responsabilités et de trouver des solutions à ses problèmes particuliers. Un examen de conscience national n'en rendra que plus efficace la coopération régionale et internationale pour relever les défis du monde contemporain au premier rang desquels figurent le terrorisme, le développement économique et la réforme des Nations Unies, ont affirmé en substance plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement.

Si le terrorisme a été présenté comme un fléau transfrontalier, la responsabilité première des gouvernements a été soulignée par le Président de l'Afghanistan, M. Hamid Karzaï, qui a exhorté les Etats à ne pas utiliser les extrémismes comme outil politique. Pour sa part, rappelant qu'aujourd'hui son pays est devenu la cible d'actes terroristes, Mme Megawati Soekarnoputri, Présidente de l'Indonésie, a proposé aux pays victimes de tels actes de revoir leurs politiques de lutte contre la terreur, en particulier en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien. La Présidente indonésienne a, par exemple, lancé un appel aux grandes puissances pour qu'elles fassent preuve d'impartialité au Moyen-Orient et adoptent une politique qui assure à toutes les parties un traitement juste et équitable.

Faisant l'éloge des succès déjà enregistrés dans la coordination des efforts en matière de lutte contre le terrorisme, M. Jean Chrétien, Premier Ministre du Canada, a pour sa part plaidé en faveur du partage des informations dans ce domaine. L'importance de la coopération a également été soulignée par M. Olesgun Obasanjo, Président du Nigeria, notamment pour ce qui est du contrôle et de l'élimination des armes légères et de petit calibre. A cet égard, il a proposé l'élaboration d'un

instrument international contraignant visant à contrôler le trafic en la matière.

Dans le domaine de la reconstruction, si l'importance de l'aide internationale dans l'appui au redressement politique, économique et social a été reconnue, les initiatives nationales choisies et menées à bien par les citoyens eux-mêmes ont été considérées comme fondamentales. Après avoir dressé un constat optimiste de la situation de l'Afghanistan aujourd'hui, M. Karzaï a par exemple estimé que la sécurité du peuple afghan incombaît au gouvernement de ce pays en vue, notamment, d'accélérer la mise en place d'un programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de faire adopter, dans les plus brefs délais, le nouveau projet de constitution. M. Guillermo Flores Perez, Président d'El Salvador, a quant à lui souligné le caractère fondamental des énergies nationales dont la «bonne combustion» dépend de l'adhésion des citoyens aux principes universellement reconnus de liberté, de justice et de vérité, mais aussi aux valeurs propres à chaque nation. Sur ce point, les Présidents indonésiens et afghans ont eux aussi marqué l'importance du respect des cultures nationales et tout particulièrement de l'Islam. Ils se sont érigés contre ceux qui assimilent Islam et terrorisme: «Les apôtres de la haine qui prêchent le meurtre au nom de la religion sont les ennemis de l'Islam», a affirmé M. Karzaï.

La responsabilité première des gouvernements en matière de réforme des Nations Unies a également été soulignée par M. Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Belgique, qui a considéré que c'est le manque de volonté politique des Etats Membres qui est la cause première de son impuissance. «Les Etats membres doivent en premier lieu s'interroger sur la réforme à mettre en place afin de vaincre les réticences de ceux qui refusent de soumettre leurs options géostratégiques aux règles de l'Organisation», a-t-il estimé. En ce qui concerne la réforme des Nations Unies, le Ministre belge a également proposé la création d'un véritable conseil économique et social qui disposerait du même pouvoir dans la gestion des politiques économiques, sociales et environnementales que le Conseil de sécurité dans les questions de paix.

Les chefs d'Etat et de gouvernement suivants ont également pris la parole: Lettonie, Paraguay, Moldova, Guatemala. Les Premiers Ministres du Portugal, de Sainte-Lucie, du Koweït sont aussi intervenus, de même que le Président du Gouvernement de l'Espagne et le Ministre des affaires étrangères du Japon.

## ***DÉCLARATIONS***

Mme VAIRA VIKE-FREIBERGA, Présidente de la Lettonie, s'est félicitée que la population de son pays ait décidé par voie de référendum le 20 septembre dernier de devenir membre de l'Union européenne. Elle a expliqué que la Lettonie et ses voisins baltes ont fait l'expérience, après 50 ans de totalitarisme sous les régimes nazi et soviétique, du rétablissement d'une société démocratique et d'une économie de marché fonctionnelle qui se sont avérées possibles à court terme. En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, elle a regretté que le principal problème de l'humanité réside dans sa propension à la violence, en estimant que l'application de la Feuille de route était le meilleur moyen d'arriver à une paix entre Israël et la Palestine. Notant la division de la communauté internationale sur le bien fondé d'actions préventives à l'encontre d'États suspectés de soutenir le terrorisme, elle a déclaré que les opérations militaires menées contre des régimes répressifs en Afghanistan et en Iraq méritaient aujourd'hui d'être relayées par des efforts internationaux en direction de la reconstruction des sociétés et économies de ces pays.

S'agissant de la pauvreté dans le monde, elle a exhorté la communauté internationale à réduire les différences entre les riches et les pauvres. Relevant que 70% des pauvres vivent dans des zones rurales, elle a insisté sur la nécessité de promouvoir des communautés agricoles viables. Précisant que la pauvreté était également un terrain fertile pour l'esclavage et les trafics humains, elle a appelé les Nations Unies à tout mettre en œuvre afin de mettre un terme à l'esclavage partout dans le monde, alors que l'on estime que 27 millions de gens sont encore vendus, tenus en captivité, brutalisés ou exploités à des fins pécuniaires au début du XXI<sup>e</sup> siècle. En conclusion, la Présidente a rappelé que le nombre d'États Membres des Nations Unies avait été multiplié par quatre depuis la création de l'Organisation qui a été témoin de la fin du colonialisme européen et de l'Apartheid. Dans ce contexte, elle a souligné la nécessité d'une réforme du système des Nations Unies pour s'adapter aux nouvelles réalités, et notamment de la composition du Conseil de sécurité dans un souci de crédibilité de l'Organisation.

M. NICANOR DUARTE FRUTOS, Président du Paraguay, a réclamé une interdépendance authentique fondée sur la solidarité et la paix durable. Pendant trop longtemps, a-t-il rappelé, l'Amérique latine s'est trouvée en marge de l'histoire, confinée qu'elle était dans un rôle de pourvoyeur de main d'œuvre bon marché et de matières premières. Cette région a aussi été victime du capital transnational qui a déboulonné des gouvernements, provoqué des guerres entre pays de la région et dilapider les ressources de ces mêmes pays. Nous ne sommes pas ici pour nous plaindre, a affirmé le Président, mais pour exprimer la volonté de travailler ensemble pour la dignité des populations les plus pauvres. L'Amérique latine doit faire partie du monde; d'un monde multipolaire où les cultures s'enrichissent mutuellement. Désormais, il faut que toutes les richesses

soient utilisées pour la prospérité et la paix afin d'éviter le terrible fléau des conflits. Parlant de sa politique intérieure, le Président a indiqué que son pays est en train de déployer un effort considérable pour rétablir la confiance des communautés nationale et internationale afin d'attirer les investisseurs et assurer la présence des produits locaux sur les marchés mondiaux.

Le pays a connu de longues années d'angoisse en raison de sa dette extérieure. Aujourd'hui pourtant, il est capable de réaffecter une grande partie de son budget aux secteurs sociaux. Il s'agit aussi, a poursuivi le Président, d'impliquer tous les citoyens au processus de prise de décisions. Plaidant pour une mondialisation économique mais aussi technologique, le Président a, par ailleurs, estimé que les désavantages géographiques de son pays sont en fait un atout qui pousse son peuple à la créativité et à l'esprit d'entreprise. Il a donc fait appel à la solidarité internationale afin d'exécuter le Plan d'action d'Almaty relatif aux pays en développement sans littoral. L'inégalité n'est pas morale, a asséné le Président en arguant que sans exemple moral de la part des gouvernants, il ne sera pas possible d'avancer sur la voie d'une démocratie appréciée par les peuples. Notre monde en crise nécessite de l'humanisme pas de l'humanitarisme, de la solidarité pas de la charité.

L'appauvrissement d'une grande partie de l'humanité constitue un risque pour l'économie mondiale, a-t-il dit, en imputant néanmoins une partie de cet appauvrissement à la corruption et à l'impunité des élites nationales. Sans une conscience éthique et un désir dans les pays développés de renoncer aux mesquineries historiques, le monde que nous laisseront à nos enfants ne vaudra pas la peine d'y vivre, a prévenu le Président. Dans divers points de la planète, a-t-il poursuivi, la course tragique aux armements vient compléter la tragédie de la pauvreté. Il faut mettre un terme à la dialectique amie et ennemie et admettre que sans une participation pluraliste et équitable dans les décisions internationales, que sans le respect du multilatéralisme, les Nations Unies et le Conseil de sécurité ne pourront atteindre leurs nobles objectifs.

Ayant lancé cet avertissement, le Président a défendu l'accession du Brésil au Conseil de sécurité comme membre permanent qui, a-t-il affirmé, concrétisera les intérêts légitimes de la région. Il a aussi appuyé les efforts de la République de Chine à Taiwan pour devenir membre de l'ONU. Plaidant, une nouvelle fois, pour que l'éthique de la fraternité et du respect mutuel deviennent les normes de la communauté internationale, le Président a condamné le terrorisme, en particulier l'attentat perpétré le 19 août dernier à Bagdad, contre le Siège de l'ONU. Il a fait part des efforts de son pays dans le cadre de la lutte contre le crime organisé et le blanchiment d'argent avant d'appeler à un nouvel ordre mondial humain,

solidaire et responsable susceptible de conduire au développement, aux progrès et au bien-être de tous les peuples de la terre.

M. HAMID KARZAI, Président de l'Afghanistan, a déclaré que beaucoup de choses avaient changé dans son pays en deux ans et que rien n'était plus satisfaisant que d'observer la participation active du peuple afghan au processus de consultation publique en vue de la rédaction d'une nouvelle constitution. Le peuple afghan souhaite voir l'émergence d'un Etat moderne unitaire attaché aux valeurs de l'Islam et préservant la paix et l'unité nationales, un Etat qui garantisse la sécurité de tous ses citoyens, respecte la justice et la primauté du droit et se prononce en faveur de la prospérité. Comme dans toute société se relevant d'une guerre, le besoin de sécurité et la nécessité de lutter contre la menace des groupes armés sont cruciaux. C'est pourquoi, a poursuivi M. Karzaï, notre peuple souhaite l'établissement d'institutions nationales véritablement compétentes, notamment en ce qui concerne l'armée et la police. Les Afghans veulent des institutions étatiques professionnelles et représentatives ainsi qu'une administration efficace et exempte de corruption. Se félicitant des progrès accomplis par son pays depuis la dernière Assemblée générale, M. Karzaï a particulièrement insisté sur la stabilité et la paix qui règnent désormais dans son pays. Il a notamment salué le travail de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) ainsi que la décision de l'OTAN d'en reprendre le commandement à Kaboul. Le peuple afghan apprécie également les efforts déployés par les équipes de reconstruction provinciales soutenues par la coalition des Etats Membres.

M. Karzaï a néanmoins reconnu que la sécurité du peuple afghan constitue une responsabilité qui incombe à son gouvernement et a souligné les efforts déjà entrepris pour restructurer les institutions, en particulier le ministère de la défense. Cette étape permet d'accélérer la mise en place d'un programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui sera lancé à la mi-octobre avec l'assistance du Japon. Le projet de constitution sera quant à lui soumis à l'approbation de la Loya Jirga en décembre, a précisé M. Karzaï, qui s'est ensuite félicité des 30% de croissance économique qu'a connu son pays en 2002. Nous sommes engagés à faire régner dans notre pays une économie de marché et, comme jamais auparavant, l'Afghanistan est désormais un pays ouvert au commerce, a-t-il affirmé.

La lutte contre la production et le trafic de narcotiques poursuit, a indiqué M. Karzaï. Il y a un lien direct entre les narcotiques et le terrorisme qui représentent tous deux des défis transnationaux et requièrent une action régionale et internationale dans l'esprit d'un véritable partenariat. L'Afghanistan est déterminé à construire des relations amicales, civiles et constructives avec tous les pays du monde et

continuera d'entretenir des relations sincères avec le Pakistan et tous ses voisins, notamment dans la lutte contre le terrorisme, a annoncé le Président. La crise afghane est peut-être passée mais la menace du terrorisme demeure réelle. Les terroristes souhaitent détruire l'Afghanistan, Etat profondément religieux qui a l'extrémisme en aversion, a-t-il affirmé, avant d'inviter les gouvernements à cesser d'utiliser les extrémistes comme un outil politique.

M. VLADIMIR VORONIN, Président de la République de Moldova, a tout d'abord salué les progrès réalisés pour faire en sorte que la pauvreté, l'oppression, le terrorisme et les catastrophes économiques fassent l'objet d'une attention prioritaire. Cependant, malgré la mobilisation des forces de toutes les nations, il a constaté que l'humanité restait plus que jamais vulnérable face aux crises ou aux désastres. Pour y faire face, il a tout d'abord insisté sur le rôle important que doit jouer le Conseil de sécurité et s'est associé à l'idée de le rendre plus représentatif en augmentant de manière raisonnable le nombre des sièges permanents et non permanents. M. Voronin a souligné qu'une réforme du Conseil de sécurité permettrait d'assurer un plus haut degré de représentation géographique équitable et de refléter les intérêts de tous les groupes régionaux. Il a encouragé tous les Etats Membres à associer leurs efforts afin de parvenir à une décision définitive. M. Voronin a ensuite exprimé son soutien au renforcement du rôle de l'Assemblée générale en tant qu'organe délibérant le plus représentatif des Nations Unies. Toujours dans le cadre de ces réformes, il a ensuite plaidé pour une consolidation de la capacité du Conseil économique et social (ECOSOC) en tant que coordonnateur des fonds et programmes des Nations Unies. M. Voronin s'est dit convaincu que les développements futurs des institutions et structures de l'Organisation des Nations Unies constitueront la meilleure preuve de viabilité des principes qui la sous-tendent.

M. GUILLERMO FLORES PEREZ, Président d'El Salvador, a rappelé que onze années se sont déroulées depuis la signature de l'Accord de paix historique qui a mis fin à un conflit armé qui a détruit son pays pendant plus d'une décennie. Nous sommes aussi un pays frappé par la nature. Toutes les générations de Salvadoriens ont du reconstruire leurs vies. El Salvador est en outre entièrement dépendant de l'agriculture, des fluctuations du prix du café et du sucre, qui déterminent les possibilités de développement. Pauvre, petit, surpeuplé, endetté et tributaire de l'agriculture, El Salvador, il y a à peine douze ans, ne semblait avoir aucun avenir. En dépit des obstacles qui persistent, El Salvador envisage l'avenir avec confiance. En douze ans à peine, nous avons considérablement réduit la pauvreté, s'est félicité M. Pérez. Les efforts de reconstruction ont porté leurs fruits et les conditions de vie des Salvadoriens se sont considérablement améliorées. Il y a douze, 25 % des Salvadoriens ne savaient ni lire ni écrire. Le taux est aujourd'hui de 13%.

Nous sommes aujourd'hui le troisième pays latino américain en matière d'exportation et nous avons petit à petit réduit le déficit budgétaire ainsi que le taux d'inflation.

El Salvador, a poursuivi le Président, a non seulement découvert les moyens de régler ses conflits violents mais également de lutter contre la pauvreté. Ces méthodes reposent sur des principes universellement reconnus et sur deux objectifs importants qui sont d'apprendre à vivre et de comprendre pourquoi nous vivons, a-t-il affirmé. En nous trouvant dans une impasse, nous avons dû repenser à notre destin sur la base de la foi et la volonté. Le principe fondamental sur lequel nous nous sommes construit est, que chaque Salvadorien devait avoir accès à la vérité et être en mesure de s'exprimer librement. Nous avons décidé qu'il fallait faire valoir les valeurs de la liberté et de la justice. En conclusion, M. Pérez a réaffirmé la nécessité d'agir contre le terrorisme qui est une négation de toutes les valeurs partagées par l'humanité et a lancé un appel pour une reformulation et une restructuration de l'ONU pour que cette dernière atteigne les objectifs pour lesquels elle a été créée.

M. ALFONSO PORTILLO CABRERA, Président de la République du Guatemala, a évoqué les difficultés de son pays pour faire face aux nouveaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle comme l'intégration dans un monde globalisé, la construction de la paix et de la justice ainsi que la consolidation d'une démocratie qui soit compatible avec la bonne gouvernance. Il s'est félicité des Accords de paix conclus au Guatemala en 1996 sous les auspices des Nations Unies, qui ont permis au pays d'établir un véritable programme pour la démocratisation en jetant de nouvelles bases de coexistence entre les Guatémaltèques.

Parmi les progrès réalisés par son pays depuis 1996, il a cité la modernisation du secteur bancaire, celle du code du travail, l'amélioration de la situation des travailleurs des zones rurales et des services de santé, ce qui a notamment permis de réduire la mortalité infantile et maternelle ainsi que la malnutrition. Malgré ces progrès, le Président Cabrera a regretté que beaucoup reste à faire compte tenu d'un environnement économique défavorable. Il a également souligné les efforts en matière de réconciliation des anciens belligérants d'un conflit qui a marqué le Guatemala pendant près de 40 ans. A cet égard, il a particulièrement évoqué le programme national de réparation entrepris afin de dédommager les familles de 200 000 victimes, principalement autochtones.

S'agissant des attentes de son pays en matière internationale, M. Cabrera a souhaité que l'Organisation des Nations Unies puisse s'adapter aux exigences de la mondialisation et que le Conseil de sécurité soit réformé afin d'être plus représentatif. Il a réitéré l'opposition de son pays à toute forme de terrorisme et a formé le vœu d'un renforcement des capacités des Nations Unies en matière de prévention des conflits. Enfin,

il a souhaité que l'on donne la plus grande des priorités aux impératifs du développement, en regrettant le manque de résultat lors des négociations commerciales de Cancún.

En outre, il a évoqué le problème de l'immigration, notamment clandestine, et la nécessité pour les Etats Membres d'assurer les droits de leurs enfants. En ce qui concerne l'Iraq, il a souhaité que ce pays retrouve sa souveraineté le plus rapidement possible et que l'ordre et la loi y soient restaurés. Il a également souhaité que les 23 millions d'habitants de Taiwan puissent être représentés dans des organisations internationales, dont les Nations Unies. Pour ce qui est du différend territorial qui oppose son pays au Belize, il a assuré qu'il mettrait tout en œuvre pour le régler de manière pacifique dans le cadre de l'Organisation des Etats américains.

Mme MEGAWATI SOEKARNOPUTRI, Présidente de l'Indonésie, a déclaré que malgré leurs faiblesses et leurs défauts, les Nations Unies ont joué un rôle très important pour l'humanité et chacun de ses Etats Membres, dont l'Indonésie. Elle a expliqué que la crise financière qu'a traversée son pays a été à l'origine de conflits interethniques et de la renaissance de certains mouvements séparatistes à travers le pays. L'Indonésie, en luttant contre ces tendances, a diminué ses capacités à financer la reprise économique, a expliqué Mme Soekarnoputri, déclarant en outre que le pays était devenu la cible d'actes terroristes qui ont provoqué de nombreuses pertes en vies humaines. Un arsenal législatif a été mis en place qui a déjà donné des résultats, s'est-elle félicitée, en indiquant que les principales organisations islamistes avaient condamné ces attentats.

Les auteurs d'actes terroristes appartiennent à un réseau international dont les motifs et les arguments découlent de l'attitude injuste des superpuissances envers les pays d'obédience musulmane, en particulier en ce qui concerne le Moyen-Orient, a expliqué la Présidente avant de lancer un appel aux dirigeants du monde pour qu'ils reconnaissent enfin les causes originelles du terrorisme. C'est ainsi qu'elle a donc recommandé aux pays victimes d'actes terroristes de revoir leurs politiques de lutte contre la terreur, en particulier en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, affirmant que le problème du terrorisme, perpétré au nom de l'Islam, pourra être résolu dès que les grandes puissances feront preuve d'impartialité au Moyen-Orient et adopteront une politique juste et équitable. Nous sommes conscients que le monde a connu des changements très rapides.

La Présidente s'est également prononcée en faveur d'une réforme profonde de l'ONU en vue d'améliorer son fonctionnement et d'accroître sa capacité à contribuer, de façon constructive, à l'avènement d'un monde

plus pacifique, plus stable, plus juste, plus prospère et plus humain. La Présidente a aussi plaidé pour le renforcement de la coopération internationale et l'engagement régional. Elle a annoncé que le Sommet de l'ANASE, prévu le mois prochain à Bali, prendrait des mesures concrètes pour créer une communauté de la sécurité qui viendra appuyer et compléter les efforts visant la mise en place d'une communauté économique.

M. OLUSEGUN OBASANJO, Président du Nigéria, s'est dit profondément inquiet par la persistance de conflits dans de nombreuses régions du monde, notamment dans la sous-région ouest-africaine. S'agissant du conflit libérien, il s'est félicité de la décision du Conseil de sécurité, par sa résolution 1509 du 19 septembre 2003, d'autoriser le déploiement d'une mission de maintien de la paix relayant les efforts de la CEDEAO. Saluant l'implication de la l'Organisation régionale ouest-africaine, il a appelé la communauté internationale à ne pas fuir ses responsabilités. Abordant la question de la prolifération des armes légères, il a défini ce fléau comme la principale cause de conflits. Il a souligné la nécessité de procéder à leur contrôle dès leur pays d'origine. Il s'est félicité que les récentes élections aient confirmé l'aspiration des Nigériens pour la démocratie, après la transition du gouvernement militaire à un gouvernement civil qu'a connu ce pays en 1999. Il a précisé que son gouvernement a mis en place un programme national visant à renforcer la bonne gouvernance et la transparence et à lutter contre la corruption. Il a défini l'ambitieuse réforme économique en cours, comme une contribution importante aux objectifs de développement du Millénaire ainsi qu'à ceux du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Par ailleurs, le Président a regretté l'échec des négociations commerciales de Cancún et l'impossibilité de parvenir à un accord sur les subventions agricoles. Tout en appréciant les efforts de la communauté internationale en faveur des pays endettés, il a estimé que les initiatives en direction des pays pauvres très endettés (PPTÉ) n'étaient pas appropriées à leurs besoins. Il a également souhaité la création d'un instrument juridique international contraignant en ce qui concerne le rapatriement des fonds détournés dans les pays en développement. S'agissant de la lutte contre le terrorisme, il a affirmé que son pays était solidaire de toutes les actions visant à éradiquer ce fléau qu'il condamnait dans toutes ses manifestations. En ce qui concerne la réforme des Nations Unies, il a regretté les obstacles qui se dressent encore sur la route d'une réforme du Conseil de sécurité. Nous ne pouvons prêcher la coopération et la participation aux processus de décision au niveau national si nous ne sommes pas capables d'appliquer cette règle au niveau mondial aux Nations Unies, a-t-il ajouté. Concluant sur la situation en Iraq, il a estimé que, quelles que soient les raisons de ces conflits, le rôle des Nations Unies sera décisif pour nous sortir de la présente impasse.

## **SUITE DU DÉBAT GÉNÉRAL**

### **Déclarations**

M. JEAN CHRETIEN, Premier Ministre du Canada, a insisté sur la valeur de l'approche multilatérale vis-à-vis des multiples des questions internationales, notamment en matière d'environnement, de santé ou de lutte contre le terrorisme. Soulignant que la tâche de tarir les sources de financement des terroristes nécessitait à la fois de la coordination et des régimes juridiques efficaces, il a jugé indispensable le partage des renseignements pour prévenir les attentats. De même, sur la question de la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques, il a insisté sur l'importance de l'exécution des traités multilatéraux et de toute autre forme d'action collective prévue en droit international.

Soutenant les propositions énoncées ce matin par le Secrétaire Général, le Premier Ministre a appelé les autres dirigeants à faire d'une réforme véritable de l'ONU une priorité. Par ailleurs, il s'est dit très préoccupé par l'issue de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce à Cancún, affirmant qu'il fallait réduire sensiblement les subventions à l'agriculture dans les pays industrialisés afin de donner la chance aux pays en développement –en Afrique surtout- de prospérer. Le monde industrialisé a l'obligation d'agir sans tarder, a-t-il insisté. S'agissant de la protection des innocents, le Premier Ministre a estimé qu'elle devait être une des priorités de l'Organisation. Lorsqu'un gouvernement omet de protéger ses citoyens par impuissance ou par manque de volonté, a-t-il poursuivi, la responsabilité en incombe à la communauté internationale toute entière, a-t-il dit. Les Etats membres du Conseil ont parfois abandonné des innocents, a-t-il précisé, affirmant que ces échecs passés devaient nous inciter à mieux nous préparer en vue de futures crises. A cet égard, il a souligné la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'ONU, d'en accroître l'utilité et d'inspirer ses participants.

M. JOSE MANUEL DURÃO BARROSO, Premier Ministre du Portugal, a déclaré que repenser les Nations Unies signifiait avant tout réaffirmer et repenser sa Charte, afin de la rendre plus conforme aux objectifs que l'Organisation est destinée à servir. Dans cette perspective, la définition d'une stratégie globale de lutte contre le terrorisme lui incombe, mais ce combat ne doit pas être livré au détriment des valeurs sur lesquelles reposent l'Organisation, ni du respect du droit international. Le Premier Ministre a également fait part du besoin d'établir une véritable culture de la prévention dans le domaine des conflits armés, estimant que l'utilité des Nations Unies serait aussi jugée à l'aune de sa capacité à éviter et à maîtriser ces derniers. A ce sujet, il a tout particulièrement attiré l'attention sur le cas de la Guinée-Bissau, qui a besoin d'être aidée par la communauté internationale dans son effort de reconstruction.

Convaincu que le Conseil de sécurité, trop absorbé par les problèmes plus pressants de l'ordre du jour international, n'accorde pas une attention suffisante à des pays en situation pré ou post conflictuelle, M. Barroso a préconisé la création d'un nouveau mécanisme institutionnel, une nouvelle Commission, dont le mandat lui permettrait de gérer ces cas de prévention de conflits et de favoriser la création de conditions de paix et de développement, conjointement avec le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social. Il a ensuite évoqué la situation en Iraq, qui nécessite selon lui l'insertion progressive des Nations Unies dans le processus de stabilisation du pays conjointement à un transfert graduel de souveraineté aux représentants iraqiens. Il a conclu sur la nécessité de réactiver le processus de paix au Moyen-Orient. La feuille de route ne doit pas être enterrée, a-t-il ajouté, appelant à la coexistence pacifique d'Israël et de la Palestine à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

M. KENNY D. ANTHONY, Premier Ministre de Sainte-Lucie, a affirmé que ce n'est ni la vanité ni le goût des privilèges et des honneurs qui ont conduit son pays à se porter candidat à la présidence de l'Assemblée générale. C'est au contraire une réelle détermination et la conviction que Sainte-Lucie est aussi valable qu'un autre Etat Membre qui ont conduit ses dirigeants à vouloir contribuer aux progrès de l'humanité et au bien-être du monde. Le Premier Ministre a donc espéré que la présidence de son pays apportera un nouvel angle, un point de vue alternatif et une voix différente mais pas discordante à l'Assemblée générale. La légitimité, la crédibilité et la pertinence de l'ONU n'ont jamais été autant remises en question qu'aujourd'hui, a estimé le Premier Ministre en regrettant qu'après l'élan de la Déclaration du Millénaire, le pouls de l'humanité soit, de nouveau, tombé dans un état comateux. Il est temps, a-t-il dit, de trouver le juste équilibre entre les impératifs de la sécurité militaire et ceux de la sécurité humaine. Dans l'intérêt de la justice rétributive, de la paix et de la sécurité, les pays développés doivent honorer leurs engagements dans les domaines du commerce, de la dette et de l'aide.

Dans ce cadre, le Premier Ministre a jugé essentiel que les Nations Unies restent fidèles à ses principes fondateurs. Sainte-Lucie, a-t-il prévenu, résistera à toute tentative de nier la légitimité du système des Nations Unies. Toute stratégie qui prétend défendre la paix, la sécurité et la justice, tout en excluant l'ONU, traduit une conception biaisée voire irréaliste des affaires du monde, a-t-il encore estimé. Pour Sainte-Lucie, l'ONU est, du fait de sa diversité, la seule organisation dotée de la légitimité politique et morale pour traiter, de manière appropriée, des questions internationales. Appellant à une réforme de l'Organisation pour qu'elle reflète au mieux les réalités actuelles, le Premier Ministre a rappelé que s'il a été possible de créer une coalition des bonnes volontés pour la guerre en Iraq, il est tout aussi possible d'en créer une pour une guerre

contre la pauvreté, les maladies, l'analphabétisme, la famine et les déséquilibres commerciaux. En fin de compte, la force de l'ONU viendra de la volonté politique de ses Membres. On ne peut pas, au nom des intérêts nationaux, ne respecter que certaines résolutions et s'attendre à une ONU forte. Le Premier Ministre a aussi abordé la réforme de l'Assemblée générale en critiquant sévèrement le «syndrome des décennies» qui consiste à reporter de décennie à décennie la mise en oeuvre effective des programmes d'action. Il a fait des propositions pour rationaliser le travail de l'Assemblée et de ses grandes commissions avant de conclure sur les questions du développement économique et de la colonisation.

Condamnant d'emblée les attaques terroristes perpétrées récemment contre le Siège des Nations Unies à Bagdad, Sa Majesté SHEIKH SABAH AL-AHMAD AL-JABER AL-SABAH, Premier Ministre du Koweït, a encouragé l'ONU et les puissances qui s'intéressent à la question de l'Iraq à promouvoir la sécurité et la stabilité dans ce pays et à faire face vigoureusement à la violence qui y perdure. Parallèlement des efforts doivent être faits pour aider le peuple iraquien à mettre en place des institutions nationales de même que pour reconstruire le pays. Le Koweït pour sa part ne ménagera aucun effort pour venir en aide au peuple iraquien afin qu'il bâtisse un Iraq libre et uni. Le Premier Ministre a précisé que le Koweït continuera de travailler de concert avec les Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge; la Commission tripartite ainsi que l'Autorité provisoire de coalition pour résoudre la question du sort de ses nationaux et de ceux d'États tiers portés disparus en 1991 afin de traduire en justice les auteurs des crimes commis contre d'innocentes victimes.

Venant à la question du terrorisme, Son Altesse Al-Sabah a affirmé que son pays condamne les actes terroristes sous toutes leurs formes et s'engage de nouveau à continuer la lutte qu'il a engagée contre ce fléau. Il a par ailleurs dénoncé la campagne de diffamation dont est victime l'Arabie saoudite dans certains organes de presse américains.. Evoquant la question palestinienne, il a plaidé pour le déploiement rapide d'une force de surveillance internationale dans les territoires occupés pour veiller au respect des Accords de cessez-le-feu. Il a en outre rappelé que le Koweït soutenait le droit des Palestiniens à créer un Etat indépendant ayant Jérusalem pour capitale, de même qu'il a exhorté le Gouvernement israélien à revenir sur sa décision de principe de déporter le Président de l'Autorité palestinienne. Pour conclure, il a affirmé l'engagement de son pays à fournir une assistance financière aux pays en développement.

Plaidant pour une réforme du conseil de sécurité, M. LOUIS MICHEL, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Royaume de Belgique, a estimé que l'Union européenne devait y avoir un

siège permanent en son nom propre. Evoquant les divergences suscitées par la crise iraquienne, il a affirmé que les Nations Unies avaient un rôle central à jouer pour accompagner le processus de reconstruction politique du pays, mais que ce rôle supposait un mandat clair et des moyens suffisants. Il a par ailleurs dénoncé les menaces que font aujourd'hui peser la prolifération incontrôlée des armes de destruction massive par certains Etats ou certains mouvements terroristes. Engagé dans l'effort international de lutte contre le terrorisme, le Ministre a cependant souligné que celle-ci ne saurait constituer une justification abusive pour des actions qui mineraient les principes sacrés de l'état de droit. Pour autant, l'option militaire ne lui paraît pas être la réponse exclusive à ce problème, évoquant à ce propos la crise au Moyen-Orient, pour laquelle il n'envisage pas d'autre alternative que la réactivation de la Feuille de route. Concernant l'Afrique, il a salué les efforts de la MONUC en République démocratique du Congo et a affirmé que la priorité était maintenant la mise en œuvre d'un processus électoral auquel la Belgique s'associerait étroitement. Au Burundi, il a encouragé la poursuite de l'application des Accords d'Arusha et des efforts visant à convaincre les rebelles à s'associer à ce processus. Mais la crédibilité de l'ONU ne saurait se limiter à la gestion des crises, elle doit aussi s'engager à maîtriser la mondialisation, à en valoriser les promesses et en corriger les dérives. A ce sujet, le Ministre s'est demandé en conclusion s'il n'était pas pertinent de créer un véritable conseil de sécurité économique et social qui disposerait du même pouvoir dans la gestion des politiques économique, sociale et environnementale que le conseil de sécurité dans les questions de paix, et qui puiserait sa légitimité dans le droit international.

M. JOSE MARIA AZNAR, Président du gouvernement du Royaume de l'Espagne, a rappelé toute l'importance que son pays attache au respect des libertés et du droit. Le respect de la loi est la meilleure recette du succès des peuples. Le progrès des libertés matérielles sont les valeurs qui ont permis de faire progresser l'Espagne, a estimé M. Aznar. La culture de la coexistence dans le cadre du respect de la Constitution s'exprime pleinement dans la péninsule ibérique. L'Espagne souhaite le bien être de tous et le respect du droit international. Le monde sera meilleur si les règles que nous nous donnons sont respectées, a-t-il ajouté. L'ONU incarne le droit international et on doit tenir compte de sa volonté. L'Organisation a besoin d'une réforme et nous appuyons tous les efforts faits à cet égard, assuré M. Aznar tout en soulignant qu'une augmentation du nombre de membres du conseil de sécurité ne garantira pas forcément son efficacité. Il faut avant tout un effort déterminé de tous les Etats Membres pour veiller en premier lieu au respect de ses résolutions.

Le succès de la communauté internationale en Iraq, a poursuivi M. Aznar, sera celui de tous et nous formulons l'espoir que la conférence

des bailleurs de fonds sera couronnée de succès. Nos efforts doivent porter sur le rétablissement de la souveraineté du peuple iraquien. Face à une situation de haut risque terroriste, la tâche de sécurisation ne peut incomber à une force d'interposition mais à une force capable de garantir la paix. L'administration civile doit, quant à elle, être mixte et dirigée par les Nations Unies. La paix, la sécurité et la liberté ont toujours eu des ennemis. L'Organisation a été victime elle-même de la terreur. Continuons par conséquent à oeuvrer à l'élaboration d'une liste générale de terroristes et efforçons-nous de définir nos priorités en privant les terroristes de leurs sources de financement, a proposé en conclusion M. Aznar.

Mme YORIKO KAWAGUCHI, Ministre des affaires étrangères du Japon, analysant les perspectives qu'offre le nord-est de l'Asie dans le domaine de la paix et de la sécurité a jugé intolérable que la Corée du Nord puisse posséder et développer des armes nucléaires. La Ministre a appelé le gouvernement concerné à démanteler immédiatement ses programmes nucléaires et ce, a-t-elle insisté, d'une manière vérifiable et irréversible. La question, a-t-elle ajouté, doit être résolue de manière pacifique par des efforts diplomatiques. Elle a rappelé que, conformément à la Déclaration de Pyongyang, son pays cherche à obtenir le règlement de plusieurs questions en suspens dont la question nucléaire, la question des missiles et celle des personnes disparues. La résolution de ces questions conduira inévitablement à la normalisation des relations entre ces deux pays, a assuré la Ministre. S'inquiétant aussi des programmes nucléaires iraniens, la Ministre a dit l'intention de son gouvernement de soumettre un projet de résolution relatif à l'élimination complète des armes nucléaires. Au XXIème siècle, a-t-elle poursuivi, notre réponse aux défis du monde actuel ne peut se limiter aux aspects militaire et politique. La Ministre a donc attiré l'attention de l'Assemblée générale sur les questions sociales, humanitaires, des droits de l'homme ou encore de reconstruction économique.

Après avoir expliqué les initiatives de son pays dans ces domaines, la Ministre a défendu le point de vue selon lequel, dans une communauté des nations, la diversité doit être à la fois respectée et appréciée. Elle a jugé souhaitable que des règles communes soient édictées pour permettre à la communauté internationale d'agir de concert. Dans ce contexte, la Ministre a plaidé, en matière d'environnement, pour une entrée en vigueur rapide du Protocole de Kyoto et pour l'élaboration de règles qui faciliteraient la participation de tous les pays dont les Etats-Unis et les pays en développement. A propos de l'établissement des principes normatifs, la Ministre a annoncé l'intention de son pays d'accueillir la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles. Concluant sur la réforme de l'ONU, elle a estimé que pour traiter plus efficacement des défis actuels, le Conseil de sécurité devrait procéder à sa

réforme pour y inclure des pays comme le Japon, désireux et capables d'assumer des responsabilités de membre permanent. Si nous continuons sur cette voie a prévenu la Ministre, la capacité des Nations Unies à répondre adéquatement aux défis complexes du monde actuel sera gravement compromise. Elle a proposé qu'en 2005, année du 60ème anniversaire de l'ONU et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire, une réunion de chefs d'État et de gouvernement soient convoquée pour discuter de la réforme des Nations Unies et du Conseil de sécurité, en particulier.

\* \*\*\* \*